



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 2 décembre
2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Terres Bocage Gâtinais

10 rue de la Gare
BP25

77570 Château-Landon

Références : E/25-2833
Code AIOT : 0006500382

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement Terres Bocage Gâtinais implanté 39, rue du Gâtinais 77570 Château-Landon. L'inspection a été annoncée le 16/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terres Bocage Gâtinais
- 39, rue du Gâtinais 77570 Château-Landon
- Code AIOT : 0006500382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Terres Bocage Gâtinais (TBG) est autorisée à exploiter sur le site de CHÂTEAU LANDON diverses installations classées par arrêté préfectoral. L'installation concernée dite "site silo" concerne l'exploitation de silos soumis à autorisation pour la rubrique 2160-2-a. Plusieurs arrêtés préfectoraux encadrent l'exploitation du site :

- n° 09/DAIDD/1IC/329 du 15 décembre 2009
- n° 04/DAI/2IC/288 du 25 octobre 2004
- n°88/DAE/2IC/O79 du 27 mai 1988

L'établissement compte 4 silos dont :

- Un silo métallique vertical « Roulin » comprenant 12 cellules ouvertes,
- Un silo vertical béton comprenant 4 cellules ouvertes et un séchoir,
- Un silo plat comprenant respectivement un séchoir et 5 cases ouvertes,
- Un silo plat comprenant 1 case ouverte.

Les installations de stockage de céréales présentent des risques d'incendie et des risques d'explosion dans des conditions particulières.

Cet établissement est situé à proximité : d'habitations (la plus proche à 54 m de la limite de propriété), de la route D7 qui est en limite de propriété au nord, de la route D207 a qui se trouve à 80 m du site à l'Ouest, de la route D43 qui se trouve à 140 m du site au Sud.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - Vidange silos en cas d'urgence	Autre du 08/12/2022, article Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - EDD	Autre du 11/07/2019, article 6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
8	Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Nettoyage des installations	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
10	Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Conditions	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 11.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'ensilage				
11	Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Systèmes de dépoussiérage	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 11.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
12	Séchoir - Conduite des installations	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 12	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
14	Séchoir - Détection de gaz et d'incendie	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 15	/	Demande d'action corrective	3 mois
15	Séchoir - Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 17	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Séchoir - Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 20	/	Demande d'action corrective	3 mois
17	Séchoir - Maintenance	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 21	/	Demande d'action corrective	3 mois
18	Séchoir - Conditions de rejet atmosphériques	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 22	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - Départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Surveillance de l'exploitation	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Suites de l'inspection du 11/07/2019 - Risque foudre	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 6.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	Séchoir - Alimentation en combustible	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 13	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur les suites des deux dernières inspections et sur le respect des prescriptions relatives aux séchoirs.

Bien que des actions correctives soient encore attendues, l'exploitant a entrepris de nombreuses actions en réponse aux suites formulées lors des deux précédentes inspections. La gestion documentaire et l'actualisation des procédures seront à consolider.

Concernant l'exploitation des séchoirs, les non-conformités sont nombreuses : l'exploitant devra prévoir une mise à jour documentaire et justifier de sa mise en conformité sur plusieurs points, en particulier concernant l'absence de procédure et de vidange rapide des colonnes de ses séchoirs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

Non-conformité n° 1 de l'inspection du 11 juillet 2019 : L'exploitant n'a pas mis en place un plan de formation pour le personnel du site contrairement aux dispositions prévues à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019. L'exploitant devra transmettre ce plan de formation et indiquer sur celui-ci les périodicités de renouvellement des formations

Constat de l'inspection du 08/11/2023 : L'exploitant dispose de la liste des formations réalisées par ses employés. Les cas de deux employés ont été examinés plus en détail. Cependant l'exploitant n'a pas identifié les formations qui sont indispensables pour ses activités et n'a pas clairement défini de périodicités de renouvellement ou de recyclage de ses formations.

Un tableau de formation de 2 agents du silo a été présenté à l'Inspection.

Les périodicités et dates de formation y sont indiquées.

L'exploitant explique que 3 formations sont indispensables parmi celles du tableau : les formations engrais, électrique et celle sur les risques silo. Les formations obligatoires n'apparaissent pas clairement indiquées.

Une périodicité de recyclage est fixée à 3 ans concernant la formation "habilitation électrique". Son renouvellement apparaît en retard pour les agents du silo, dont la dernière session a été réalisée il y a plus de 5 ans.

L'exploitant indique oralement que la formation "habilitation électrique" sera finalement réalisée tous les 5 ans mais qu'il n'a pas mis à jour la périodicité dans son tableau.

2 nouvelles sessions sont prévues à l'automne 2025 et début 2026 pour cette formation. **La non-conformité n° 1 de l'inspection du 11 juillet 2019 est levée et remplacée par :**

Suite n°20250902-1 : L'exploitant devra indiquer, dans son plan de formations, celles retenues comme indispensables pour les agents du silo et mettre à jour la périodicité de recyclage des formations figurant dans ce document.

Suite n°20250902-2 : L'exploitant ne s'assure pas de la réalisation des recyclages de ses formations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

Observation n°20231108-1 de l'inspection du 8 novembre 2023 : L'exploitant veillera à consigner les heures de réalisation des rondes après travaux dans les permis feu, y compris lorsqu'ils concernent des travaux réalisés par des entreprises extérieures.

Les permis de feu des 23/06/2025 et 17/06/2025 ont été consultés sur place par l'Inspection. Les formats du rapport ont été modifiés et l'exploitant a bien indiqué les heures de fin de travaux et des rondes après travaux.

L'exploitant dispose également d'une liste, affichée dans le local d'accueil, des personnes habilitées à signer.

→ L'observation n°20231108-1 de l'inspection du 8 novembre 2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - Départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Observation n°20231108-2 de l'inspection du 8 novembre 2023 : L'exploitant transmettra les justificatifs attestant de la réalisation des actions correctives suite aux écarts identifiés dans le rapport de contrôle des installations électriques du 16/02/2023.

Le rapport de contrôle des installations électriques du 24/03/2025 a été consulté sur place.

Celui-ci mentionne 4 non-conformités dont une récurrente.

L'exploitant a également en sa possession une facture de son prestataire de maintenance des installations électriques pour la résolution des 3 nouvelles non-conformités et la mise à l'arrêt, avec consignation électrique, de l'équipement ayant la non-conformité récurrente. Cet équipement va être remplacé, un bon de commande attestant cette action a été présenté.

→ L'observation n°20231108-2 de l'inspection du 8 novembre 2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - Vidange silos en cas d'urgence

Référence réglementaire : Autre du 08/12/2022, article Recommandation 2 du rapport d'enquête du BEA-RI sur l'incendie de CENERGY (95)
--

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion de crise

Prescription contrôlée :

Le BEA-RI recommande de mettre en place, en lien avec le constructeur du silo et les secours publics, une procédure d'ouverture et de vidange de ce dernier facilement réalisable en cas d'urgence et en l'absence d'alimentation électrique. Cette procédure doit également lister les matériels nécessaires à sa mise en œuvre ainsi que les moyens mis à disposition.

Constats :

Observation n°20231108-3 de l'inspection du 8 novembre 2023 : L'exploitant veillera à mettre en place une procédure d'ouverture et de vidange de ses silos de céréales facilement réalisable en cas d'urgence et en l'absence d'alimentation électrique. Cette procédure devra également lister les matériels nécessaires à sa mise en œuvre ainsi que les moyens mis à disposition.

L'exploitant dispose d'une liste de contact de prestataires et experts ayant des capacités à réaliser des opérations de carottage permettant la vidange d'urgence d'un silo.

Cependant il n'a pas réalisé de procédure et ne s'est pas interrogé sur le matériel nécessaire pour ces opérations. Il devra mettre en place la procédure nécessaire.

→ L'observation n°20231108-3 de l'inspection du 8 novembre 2023 n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suite de l'inspection du 8 novembre 2023 - EDD

Référence réglementaire : Autre du 11/07/2019, article 6.1

Thème(s) : Risques accidentels, EDD
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures répondent aux exigences des réglementations en vigueur.

L'exploitant définit :

- Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques, et notamment les zones identifiées dans l'étude de dangers. Ces zones sont reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

- La liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion, et notamment ceux identifiés dans l'étude de dangers. Cette liste est systématiquement tenue à

jour.

Le plan des zones à risque d'incendie et d'explosion et la liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosion sont notamment portés à la connaissance de l'organisme chargé de réaliser la vérification des installations électriques et du matériel utilisé, en référence aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004 modifié..

Constats :

Non-conformité n° 3 de l'inspection du 11/07/2019 : Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques ne sont pas en cohérences avec les zones identifiées dans l'étude de dangers contrairement aux dispositions prévues à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2009. L'exploitant devra transmettre une étude de dangers à jour.

Constat de l'inspection du 08/11/2023 : Suite à l'inspection de 2019, l'exploitant a transmis le 17/12/2019 un nouveau complément d'étude. Celui-ci était incomplet. L'Inspection a relancé l'exploitant le 04/12/2020 afin qu'il ajoute les éléments manquants en prenant en particulier en compte les 3 principaux types de danger (auto-échauffement, incendie et explosion) ainsi que les risques de ruine.

La mise à jour de l'étude de dangers n'a cependant pas encore été réalisée. L'exploitant précise néanmoins avoir passé une commande pour sa mise à jour.

L'exploitant a transmis un complément à son étude de danger en amont de l'inspection. Ce complément identifie

Le plan des zones à risques présenté lors de l'Inspection définit 6 zonages différents :

- Stockage de céréales : risques incendie et explosion ;
- Séchoir : risque incendie ;
- Local TGBT (Tableau Général Basse Tension) : risque électrique et incendie ;
- Poste de transformation : risque électrique et incendie ;
- Stockage engrais solide non-azoté : risque incendie et toxique ;
- Poste de détente gaz : risque incendie.

Si les risques identifiés ne contredisent pas le complément de l'étude de danger transmis, il est nécessaire de s'interroger sur :

- l'absence de mention de risque explosion dans les locaux utilisant le gaz sur les plans et dans l'étude de danger,
- l'absence d'étude de risque incendie dans les locaux utilisant du gaz dans l'étude de danger.

En fonction des conclusions sur les 2 points, l'exploitant devra identifier et conclure auprès de l'Inspection si un complément est à apporter à son étude de danger ou ses plans.

La non-conformité n° 3 de l'inspection du 11/07/2019 est levée et remplacée par :

Suite n°20250902-3 : L'exploitant devra s'interroger sur la suffisance de la prise en compte du risque explosion et incendie dans l'étude de danger, en particulier en ce qui concerne les locaux utilisant le gaz (séchoirs, poste de détente gaz) et apporter les compléments nécessaires le cas échéant sur les plans et l'étude de danger.

Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement Article R181-46
Thème(s) : Suite inspection 11/07/2019, Modifications
Prescription contrôlée : (...) <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> (...)
Constats : <p>Non-conformité n° 4 de l'inspection du 11/07/2019 : L'exploitant n'a pas informé et transmis de porter à connaissance pour la modification de son site contrairement à l'article R.512-33-II du code de l'environnement. L'exploitant devra transmettre un porter à connaissance avec toutes les informations nécessaires.</p> <p>Constat de l'inspection du 08/11/2023 : Le silo plat côté rue a fait l'objet d'une modification en passant de 5 cases à 1 case. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet de Seine-et-Marne.</p> <p>L'exploitant a transmis post-inspection un complément de son étude de danger. Celle-ci répertorie les modifications qui ont été apportées au cours du temps sur le site. D'autres modifications ont été portées à connaissance par la même occasion. L'exploitant précise dans ce document que les modifications restent des aménagements intérieurs et que ni les parois, ni les toitures n'ont été modifiées. Ils ne modifient pas le classement du site. L'arrêté préfectoral du site n'a pas besoin d'être modifié</p> <p>La non-conformité n° 4 de l'inspection du 11/07/2019 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, consignes situations dégradées ou à risque
Prescription contrôlée :

L'exploitation des installations se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques des installations et aux questions de sécurité.

Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement. Lors des situations dégradées ou à risque, l'exploitant doit assurer une surveillance permanente du site par du personnel formé et compétent (y compris la nuit, le week-end et les jours fériés) et ce jusqu'au retour à une situation normale.

Constats :

Non-conformité n° 2 de l'inspection du 11 juillet 2019 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes établies lors des situations dégradées ou à risque contrairement aux dispositions prévues à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019.

L'exploitant possède 2 modes opératoires ("situation dégradées" MO 9.13 et "intervention en cas de sinistre" MO 9.12).

Ces 2 procédures prennent en compte les interventions, les moyens de secours et l'alerte.

Les procédures pourraient être testées lors d'un prochain exercice d'incendie de silo.

→ La non-conformité n° 2 de l'inspection du 11 juillet 2019 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suites de l'inspection du 11/07/2019 - Risque foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

Le relevé des compteurs d'impacts de foudre est effectué selon une périodicité définie par l'exploitant et suite à chaque épisode orageux.

Constats :

Non-conformité n° 5 de l'inspection du 11/07/2019 : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'analyse du risque foudre contrairement aux dispositions prévues à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. L'exploitant devra transmettre une copie de celle-ci ainsi que les vérifications annuelles. L'exploitant n'effectue pas le relevé des compteurs d'impacts de foudre conformément aux dispositions prévues à l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019.

L'exploitant a présenté son analyse de risque foudre du 18/02/2014 (ARF) qui conclut que le site est autoprotégé. Il dispose malgré tout d'un paratonnerre sur le silo béton, déjà existant lors de la rédaction de l'ARF, et a réalisé son contrôle visuel relatifs au risque foudre le 18/02/2025.

Ceux-ci mentionnent des non-conformités. Ces anomalies devraient être levées en octobre par le

remplacement à neuf de l'antenne paratonnerre. Le devis du 28/08/2025 et le mail de confirmation de commande de l'installateur du 01/09/2025 a été fourni à l'inspection.

Le registre des relevés d'impacts foudre, contrôlés sur la période janvier à août 2025, est rempli mensuellement. Il n'y a eu aucun impact sur le compteur cette année. Cette information a été confirmée par la visite du compteur.

→ La non-conformité n° 5 de l'inspection du 11/07/2019 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Nettoyage des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations

Prescription contrôlée :

Tous les silos et les séchoirs ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.

Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

En complément des dispositions précédentes, les locaux (espace fosse des élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures...) sont maintenus dans un état de propreté afin de supprimer tout début d'accumulation de poussières et tout potentiel de propagation d'explosion. Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisations, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler.

L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :

- surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ;
- équipements nécessaires au nettoyage affecté au site et présents en permanence ;
- vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité du dispositif d'aspiration centralisée, étanchéité des capotages, efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)...

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion

auprès du personnel et de leur stricte application.

Constats :

Non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 juillet 2019 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier en période de collecte, de la périodicité du nettoyage et d'indiquer les moments où il utilisait le balai sur le site contrairement aux dispositions prévues à l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019. L'exploitant devra mettre à jour sa procédure nettoyage et un registre spécifique aux nettoyages du site.

L'exploitant a rempli ses registres des rondes de contrôle d'empoussièrément et sur la 2e quinzaine de juillet les rondes ont été faites quotidiennement (sauf week-end). Le registre des nettoyages effectués mentionne les moyens utilisés.

Le balayage et le soufflage sont les moyens couramment utilisés. Un système d'aspiration (aspirateur mobile) existe mais est partagé avec d'autres sites. Suivant l'arrêté préfectoral, les dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doivent être exceptionnels et faire l'objet de consignes particulières. Le site devrait donc disposer de son propre système d'aspiration.

La non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 juillet 2019 est levée.

Suite n°20250902-4 : L'exploitant n'utilise pas d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration en permanence pour le nettoyage de ses installations et a principalement recours à d'autres dispositifs de nettoyage (balayage, soufflage). En l'absence d'action corrective, le site fera l'objet d'une mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Vieillessement des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.

Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

Constats :

Non-conformité notable n° 2 de l'inspection du 11 juillet 2019 : L'exploitant ne s'assure pas de la tenue dans le temps des parois des silos contrairement aux dispositions prévues à l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019. L'exploitant devra envisager lors du contrôle visuel de l'état des structures d'intégrer systématiquement un compte rendu de la visite

avec des photos afin de suivre l'évolution du vieillissement de la structure.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle visuel des structures réalisé le 26/05/2025.

Ce rapport démontre quelques actions réalisées de l'exploitant sur ses structures et quelques zones sous surveillance qui feront l'objet de travaux en cas d'aggravation.

→ La non-conformité notable n° 2 de l'inspection du 11 juillet 2019 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Conditions d'ensilage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 11.4

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des conditions d'ensilage

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

L'exploitant définit, pour chaque produit qu'il stocke sur son site, les paramètres correspondant aux conditions « normales » afin de prévenir le risque d'auto-échauffement ou de combustion. Ces paramètres font partie de l'ensemble des points contrôlés par l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de son silo et notamment dans le cadre de l'article 4 de l'arrêté ministériel « silos » modifié du 29 mars 2004. L'exploitant intègre ces dispositions dans les consignes de sécurité et procédures d'exploitation du site.

La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques fixes pour le silo métallique, le silo béton et pour les silos plats. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant. Il donne lieu à un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Constats :

Non-conformité n° 7 de l'inspection du 11 juillet 2019 : L'exploitant doit s'assurer que les conditions

d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement conformément aux dispositions prévues à l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 11C 329 du 15 décembre 2019. L'exploitant devra transmettre une procédure plus stricte qui permet en tout temps de vérifier l'évolution des températures du grain à l'intérieur des cellules.

L'exploitant réalise des contrôles à l'entrée des marchandises (impureté, humidité...).

Il dispose d'un suivi des températures en temps réel avec des seuils d'alarme pré-définis pour lesquels il met en œuvre des actions de refroidissement par ventilation. Les seuils des alarmes de déclenchement du refroidissement sont définis dans sa procédure "refroidissement par ventilation". L'exploitant a également défini dans cette procédure les températures au-delà desquelles il met en œuvre les actions d'urgence.

Les relevés des températures sont imprimés de manière hebdomadaire hors moisson et quotidienne en période de moisson.

→ La non-conformité n° 7 de l'inspection du 11 juillet 2019 est levée.

Suite n°20250902-5 : L'exploitant associera, sur sa silothermométrie, une alarme aux seuils de température au-delà desquels des actions d'urgence sont nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Suite de l'inspection du 11 juillet 2019 - Systèmes de dépoussiérage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 11.5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés aux systèmes de dépoussiérage et de transport d

Prescription contrôlée :

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :

- tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentiels,
- le ventilateur d'extraction est placé côté « air propre » du flux,
- les transporteurs à bande sont équipés de bande non-propagatrice de la flamme.

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont

périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.

Conformément aux études de dangers élaborées par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Élévateurs	<ul style="list-style-type: none">• Disjoncteur thermique• Contrôleur de rotation• Contrôleurs de déport de sangles• Contrôleurs de déport de bandes• Sonde de bourrage• Arrêt d'urgence
Transporteurs à chaînes	<ul style="list-style-type: none">• Disjoncteur thermique• Contrôleur de rotation• Sonde de bourrage• Arrêt d'urgence
Transporteur à bande	<ul style="list-style-type: none">• Disjoncteur thermique• Bande anti-statique• Bande non propagatrice de la flamme• Contrôleur de rotation• Contrôleurs de déport de bandes• Sonde de bourrage• Câble d'arrêt d'urgence

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Non-conformité n° 8 de l'inspection du 11 juillet 2019 : L'exploitant n'a pas établi un programme d'entretien des dispositifs EIPS, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel contrairement aux dispositions prévues à l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 1IC 329 du 15 décembre 2019.

Non-conformité notable n° 5 de l'inspection du 11 juillet 2019 : Les appareils de manutention doivent être munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils

qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes conformément aux dispositions prévues à l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 11C 329 du 15 décembre 2019. Les deux transporteurs à bande n'étaient pas munis de contrôle de départ de bandes. L'exploitant devra mettre en place des mesures compensatoires immédiatement jusqu'à la mise en place des départs de bandes sur les transporteurs de bandes.

Aucune procédure ou programme ne formalise les vérifications annuelles, qui sont malgré tout réalisées, sur les EIPS (équipements importants pour la sécurité).

La dernière visite annuelle de contrôle de bon fonctionnement des EIPS date du 14/08/2025.

Le transporteur à bande a été muni de contrôleur de départ mais l'exploitant n'ayant pas mis à jour sa liste des EIPS, des oublis ont été constatés lors du dernier contrôle annuel en particulier pour le contrôle de départ.

Une procédure sera à mettre en place afin de définir la liste exhaustive des EIPS, la localisation de ceux-ci et intégrer la fréquence et la nature des contrôles.

→ La non-conformité n° 8 de l'inspection du 11 juillet 2019 n'est pas levée. L'exploitant devra établir un programme d'entretien de ses EIPS, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

→ La non-conformité notable n° 5 de l'inspection du 11 juillet 2019 est levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Séchoir - Conduite des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 12 et 19

Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations

Prescription contrôlée :

Article 12 :

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité.

Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

Article 19 :

(...)

La colonne de séchage est totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12 h. (...)

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de procédure complète relative à l'exploitation des séchoirs. Il existe cependant un mode opératoire succinct sur la conduite de celui-ci. Ce mode opératoire décrit uniquement le déroulement des prises d'échantillons en fonctionnement et l'interdiction de remise en service en cas d'anomalie dont l'origine n'a pas été traitée.

Un contrôle des séchoirs est malgré tout réalisé par un organisme extérieur. Le dernier date du 26/06/2025. Les anomalies relevées dans le rapport étaient soit données pour information soit nécessitaient des actions correctives à réaliser pour l'année N+1, aucune anomalie nécessitant des actions urgentes n'était mentionnée.

Les séchoirs sont équipés de sécurités provoquant l'arrêt de l'installation. La remise en fonctionnement nécessite un réarmement volontaire et manuel et l'acquittement du défaut. Le système n'a cependant pas été testé en inspection. Les séchoirs étaient à l'arrêt le jour de l'inspection.

Aucune durée ou période de vidange des séchoirs n'a été définie par procédure en cas d'arrêt de fonctionnement des brûleurs, l'arrêté préfectoral prévoit que la colonne de séchage soit totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12 h.

Suite 20250902-6 : L'exploitant devra disposer d'une procédure de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement des séchoirs précisant les consignes relatives aux interventions du personnel ainsi que les vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ce document doit préciser la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Séchoir - Alimentation en combustible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en combustible

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'alimentation en gaz sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en gaz des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation en gaz est également assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.

<p>La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Un organe de coupure rapide équipe chaque séchoir au plus près de celui-ci.</p> <p>La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.</p> <p>Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est alimenté par le gaz de ville.</p> <p>Les canalisations de gaz sont équipées de doubles vannes en série pilotées par automate.</p> <p>L'ensemble des canalisations n'est pas identifié de couleur jaune, seul le début du réseau est correctement peint.</p> <p>Une vanne manuelle externe au bâtiment et facilement accessible permet la coupure du réseau indépendamment des vannes asservies.</p> <p>Le sens de fermeture de la vanne n'est cependant pas indiqué et son emplacement n'est pas parfaitement repéré ni sur le site ni sur les plans du site.</p> <p>Les baies de pilotage de la sécurité des séchoirs disposent d'un arrêt coups de poing.</p> <p>Les tests des organes de sécurité est réalisé avec le contrôle annuel de l'ensemble du séchoir par un organisme extérieur tel que mentionné au point de contrôle précédent. Le dernier contrôle date du 26/06/2025.</p> <p>Suite n°20250902-7 : L'exploitant n'indique pas la position ouverte ou fermée des dispositifs de coupure manuelle de gaz et ne les rend pas clairement identifiables par le personnel d'exploitation et les canalisations de gaz ne sont pas repérées par les couleurs normalisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Séchoir - Détection de gaz et d'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection de gaz et d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente où bien implantées en sous-sol.</p> <p>Ce dispositif doit couper l'arrivée du gaz et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan.</p> <p>Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 12 (alimentation en combustible).</p>

Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 60 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 15 (matériels électriques) du présent arrêté.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation. Les séchoirs sont équipés d'une installation de détection incendie, commandant le déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air. Un matériel de communication permet d'informer le personnel d'incident ou d'accident survenu sur l'installation. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal ou d'incendie.

Constats :

Le séchoir dispose d'un détecteur gaz. Ce dispositif coupe l'arrivée du gaz en cas de détection de fuite.

Comme indiqué précédemment, il n'existe pas de procédure relative à l'exploitation du séchoir donc aucune procédure indiquant la limite inférieure d'explosivité associée au détecteur de gaz ou définissant les mises en sécurité associées à la détection de gaz ou les dispositions à prendre en cas d'urgence.

Il n'existe pas de détection incendie autre que les capteurs de température mais les 2 séchoirs ne sont pas installés en sous-sol. Ces capteurs coupent les brûleurs en cas de dépassement de limite.

De plus aucune coupure électrique n'est associée à l'automatisme d'arrêt d'urgence comme prévu dans l'arrêté préfectoral. Cependant, suivant les dernières préconisations de l'ARIA (flash-ARIA décembre 2024), « la coupure de l'alimentation électrique n'est pas recommandée avant l'arrivée des secours, pouvant être utile à la manutention ». L'ajout d'un automatisme de ce genre à l'installation pourrait donc être contre-productif.

Suite n°20250902-8 : L'exploitant devra justifier que la détection de gaz dans l'atmosphère du local séchoir au-delà de 60 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 15 (matériels électriques) de l'arrêté préfectoral du 15/12/2009.

Suite n°20250902-9 : L'exploitant doit disposer de consignes d'exploitation des séchoirs précisant les mises en sécurité à effectuer en cas de détection de gaz ainsi que les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal ou d'incendie.

Suite n°20250902-10 : L'exploitant devra préciser si les capteurs de température utilisés pour la détection incendie sont associés au déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air. Le cas échéant l'exploitant devra présenter un plan d'action visant à assurer ces sécurités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Séchoir - Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p> <p>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont constitués au minimum d'extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, à proximité des dégagements, biens visibles et facilement accessibles. A défaut d'un dispositif d'extinction automatique, une colonne sèche doit amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute des séchoirs.</p> <p>Le grain présent dans la colonne de séchage peut être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.</p>
Constats : <p>Les deux séchoirs disposent de colonne sèches et l'un des 2 (FAO II) dispose d'un système d'aspersion en plus. La dernière vérification des colonnes sèches date du 29/01/2025.</p> <p>La visite a permis de constater que des extincteurs sont disposés dans le bâtiment du séchoir FAO II, la dernière vérification réglementaire date du 22/05/2025.</p> <p>Le séchoir FAO II dispose d'une trappe de vidange permettant l'évacuation rapide du grain en cas d'incendie ou d'échauffement anormal mais pas le FAO I.</p> <p>Malgré la présence de la trappe de vidange du séchoir FAO II, l'évacuation du grain s'effectuerait à l'intérieur du bâtiment et une évacuation par camion serait nécessaire.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place une stratégie et des moyens permettant une vidange rapide de ses séchoirs vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.</p> <p>L'exploitant peut également justifier si la vidange peut être réalisée par un redler de vidange avec inverseur de marche.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier de la présence de dispositifs d'obturations implantés sur les entrées d'air pour éviter l'effet cheminée en cas de départ de feu. L'exploitant suppose que si le système existe il serait associé à l'asservissement.</p> <p>Suite n°20250902-11 : L'exploitant justifiera l'existence du dispositif d'obturation implanté sur les entrées d'air du séchoir pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p> <p>Suite n°20250902-12 : L'exploitant n'a pas justifié d'un dispositif permettant l'évacuation rapide, en cas d'incendie ou d'échauffement anormal, du grain présent dans les séchoirs vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.</p> <p>L'exploitant devra présenter son évaluation technique de l'ajout d'une trappe ou de mesures alternatives existantes et proposera un échéancier.</p> <p>Ce point pourrait faire l'objet d'une mise en demeure en l'absence d'action concrète de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Séchoir - Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 20
--

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les températures maximales de fonctionnement suivant la nature des produits à sécher,
- les conditions de mise en marche et d'arrêt de la ventilation et des brûleurs (en particulier toute mise en route du brûleur fait l'objet d'une ventilation préalable),
- les fréquences de vidanges des chambres à poussières.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

Constats :

Les locaux des séchoirs étaient relativement propres lors du passage de l'Inspection mais ceux-ci n'étaient pas dans une période de fonctionnement.

Comme indiqué précédemment il n'existe pas de consigne complète relative à l'exploitation des séchoirs.

Suite n°20250902-13 : L'exploitant ne dispose pas de consigne relative à l'exploitation de ses séchoirs intégrant les éléments prévus à l'article 20 de son arrêté préfectoral du 15/12/2009.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Séchoir - Maintenance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 21
--

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
--

Prescription contrôlée :

Les installations font l'objet d'un programme d'entretien, de contrôle et de maintenance (automatismes, régulation, brûleurs, ventilateurs, systèmes d'extraction des grains ...). La fréquence de la réalisation de ce programme est définie par l'exploitant dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Le contrôle et l'entretien du séchoir a bien été réalisé lors de la visite du 26/06/2025 par une société extérieure. Les non-conformités présentes ne nécessitaient pas d'action immédiate mais des actions correctives devaient être planifiées pour l'année N+1. L'exploitant s'assurera de la réalisation de celles-ci.</p> <p>Les actions de contrôle, de maintenance et d'entretien ainsi que leur fréquence ne sont pas formalisées dans une procédure.</p> <p>Suite n°20250902-14 : L'exploitant intégrera à une procédure le programme d'entretien, de contrôle et de maintenance (automatismes, régulation, brûleurs, ventilateurs, systèmes d'extraction des grains ...) des installations relatives à l'exploitation de ses séchoirs. La fréquence de la réalisation de ce programme devra également y figurer. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme devront être consignés dans un registre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Séchoir - Conditions de rejet atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure des poussières rejetées à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers contrôles de rejet atmosphériques réalisés datent de 2014.</p> <p>Suite à la visite l'exploitant a mandaté prioritairement son prestataire pour un nouveau contrôle qui est planifié avant fin septembre 2025.</p> <p>Suite n°20250902-15 : L'exploitant ne réalise pas de contrôle trisannuel des rejets atmosphériques liés à l'exploitation des séchoirs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois